



FIAN International
Section Suisse

Réseau d'Information & d'Action pour le Droit à se Nourrir

FIAN Suisse
15 rue des savoises
1202 Genève
Fian@fian-ch.org

République et Canton de Genève
Conseil d'Etat
Rue de l'Hôtel-de-Ville 2
Case postale 3964
1211 Genève 3

Genève, le 25 mai 2011

Concerne : Les investissements dans les entreprises agro-alimentaires – promus par la *jetfin AGRO 2011 conference* à Genève (7 juin 2011) - mettent en péril la sécurité alimentaire dans les pays du Sud avec le soutien de la République et Canton de Genève

Madame la Conseillère d'Etat,
Monsieur le Conseiller d'Etat,

La République et Canton de Genève fut un des partenaires institutionnels de la « *jetfin AGRO 2010 conference* » qui s'est déroulée le 20 juin 2010 au Grand Hôtel Kempinski à Genève. Dans une lettre écrite par *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* le 28 juin 2010 (n° du courrier 5569-2010), les conséquences sociales et environnementales de l'agriculture industrielle à grande échelle et de la concentration de la terre dans les mains des agro-investisseurs qui étaient invités à cette conférence vous avaient été largement présentées (lettre en annexe).

En tant que coalition d'organisations de développement, syndicats paysans et ouvriers, et mouvements de la société civile genevoise et suisse contre l'accaparement de terres agricoles, nous constatons avec préoccupation que le Canton de Genève est de nouveau parmi les partenaires institutionnels de la « *jetfin AGRO 2011 conference* » qui se déroulera le 7 juin 2011 à Genève.

La République et Canton de Genève, tout comme le gouvernement Suisse, a l'obligation de protéger et de promouvoir le respect des droits humains fondamentaux, parmi lesquels le droit à l'alimentation et le droit à l'eau. Or, les investissements promus par les organisateurs de la « *jetfin AGRO 2011 conference* » mettent en péril le droit à l'alimentation et à l'eau des populations défavorisées des pays du Sud ; entre autres en favorisant la spéculation sur les denrées alimentaires, les terres agricoles et les ressources en eau.

Selon la Banque Mondiale, entre 2007 et 2009, la spéculation a été à l'origine d'un tiers des augmentations des prix des denrées alimentaires – cause principale de la crise alimentaire de 2008. Alors que les profits des agro-investisseurs s'accumulaient, le nombre de personnes souffrant de faim de malnutrition a franchi la



Réseau d'Information & d'Action pour le Droit à se Nourrir

barre d'un milliard. Après une faible diminution de ce chiffre en 2009, une nouvelle augmentation des prix des denrées alimentaires a déclenché l'actuelle crise alimentaire. Selon la Banque Mondiale, depuis juin 2010, cette augmentation a déjà entraîné 44 millions de personnes dans l'extrême pauvreté.

L'accaparement de terres agricoles fait partie des mécanismes qui affectent les populations locales. Seul en 2010, 45 millions d'hectares de terres agricoles ont été vendues ou louées à des fins d'investissement ou de rendement spéculatif.

Les ressources en eau sont devenues également des véritables biens d'investissement et de spéculation. Susan Payne, directrice de l'African Agricultural Land Fund, déclare avec énergie que « l'eau sera une ressource extraordinairement rare ». Outre les actions investies dans des entreprises d'eau classiques, il y a toujours plus de fonds, d'instruments d'investissement et de hedge funds permettant d'investir de manière lucrative dans le commerce de l'eau. Or, plus d'un milliard de personnes vivent dans des pays connaissant une pénurie d'eau. **On estime que d'ici 2050, un quart de la population mondiale souffrira d'un manque chronique d'eau. La sécheresse de ce printemps en Suisse ne nous donne qu'une vague idée de ce qu'une pénurie d'eau peut signifier. Nos partenaires dans les pays du Sud souffrent déjà aujourd'hui des conséquences de cette pénurie. L'eau comme proposition d'investissement figure parmi les thèmes spécifiques de la « jetfin AGRO 2011 conférence ».**

Nous sommes alarmés par le nouveau phénomène qui voit les caisses de pensions investir massivement dans les fonds promus par cette conférence. Nos fonds de pensions risquent d'être basés sur des violations des droits humains. La gratuité à la « jetfin AGRO 2011 conférence » (normalement 1500.- francs suisses) pour les représentants des caisses de pension est révélatrice de cette nouvelle tendance.

De nombreuses études ont été réalisées dernièrement pour rechercher des exemples dans lesquels les populations locales profitent à long terme de ces investissements (études entre autres de la FAO et de la Banque Mondiale). Sans surprise, les résultats de celles-ci confirment nos préoccupations.

Au vu de ce qui précède, nous vous demandons :

- **De nous expliquer de manière exhaustive comment vous justifiez, en tant que gouvernement d'un canton qui promeut les Droits humains, le soutien à une conférence qui assimile l'eau et la nourriture à de simples biens d'investissement et de spéculation ?**
- **De retirer dès à présent votre soutien à cette conférence qui est en claire contradiction avec vos obligations de promouvoir et protéger les droits humains. Et d'en faire de même pour les prochaines éditions de « jetfin AGRO conférence » ainsi que pour toute conférence ayant les mêmes objectifs.**
- **D'étudier dans quelles mesures, les collectivités publiques ne devraient pas soustraire du portefeuille de leurs caisses de pension ce genre**



**FIAN International
Section Suisse**

Réseau d'Information & d'Action pour le Droit à se Nourrir

d'investissements en claire contradiction avec le respect des droits fondamentaux.

Nous sommes à votre disposition pour d'éventuelles questions et nous vous transmettons volontiers des informations plus détaillées sur ce sujet.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Madame la Conseillère d'Etat, Monsieur le Conseiller d'Etat, l'expression de nos sentiments distingués.

Margot Brogniart
FIAN Suisse

Pain pour le prochain; Action de Carême; Uniterre; l'autre syndicat; CADTM; CETIM, Attac-Genève; Cotmec; Unia; Assoc. 25 avril ; SIT; UITA; Plateforme pour une agriculture socialement durable; Coordination climat et justice sociale; Les Jardins de Cocagne; Solidarité Nord et Sud; Le Jardin des Charrotons; Coopérative Longo Mai; Greenpeace GE; solidarités; Stop OGM; United Black Sheep.

Annexe:

Lettre du 28 juin 2010 (N° du courrier 5569-2010)

Copie à la Mairie de la Ville de Genève